ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 1er novembre 2017 — N° 287
Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député d'Argenteuil sur le sujet suivant : *Souligner le 20e anniversaire des Pentes d'Argent.*

- La députée de Marie-Victorin sur le sujet suivant : *Augmenter l'offre de soins à domicile pour nos aînés tout en soutenant mieux les proches aidants.*

- Le député de Jean-Lesage sur le sujet suivant : *Souligner l'engagement de l'École de cirque de Québec auprès de la communauté.*

- Le député des Chutes-de-la-Chaudière sur le sujet suivant : *Rendez-vous du 3e âge.*

- Le député de Laval-des-Rapides sur le sujet suivant : *Félicitations à Pyxis Technologies et Le Tiers Lieu.*

- La députée de Taillon sur le sujet suivant : *Féliciter madame Monique Brodeur, doyenne de la Faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM.*

- Le député de Sherbrooke sur le sujet suivant : *Souligner la participation des corps de cadets 2449 et 2721 de Sherbrooke à la Campagne du coquelicot de 2017.*

- Le député de Johnson sur le sujet suivant : *Les Castors d'Acton Vale, champions de la Ligue de baseball majeur du Québec.*

- Le député de Huntingdon sur le sujet suivant : *Souligner le prix remporté par Mme Catherine Lefebvre dans la catégorie Agricultrice entrepreneure lors du Gala Saturne des Agricultrices du Québec 2017.*

- Le député de Robert-Baldwin sur le sujet suivant : *Souligner notre solidarité aux Portugais affligés par les récents incendies de forêt.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS
- **a) documents**
- **b) rapports de commissions**
- **c) pétitions**

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

1) Projet de loi n° 27
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**

2) Projet de loi n° 49
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**

3) Projet de loi n° 56*
Loi sur la transparence en matière de lobbyisme
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

4) Projet de loi n° 72
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**

5) Projet de loi n° 79*
Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42e législature
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**

_____
*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

6) Projet de loi n° 85
Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 4 décembre 2015
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le **19 septembre 2017**

7) Projet de loi n° 86
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le 4 décembre 2015
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **7 avril 2016**

8) Projet de loi n° 96
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et la Loi sur le curateur public en matière de protection des personnes
Présenté par le ministre de la Famille le **7 juin 2016**

9) Projet de loi n° 107
Loi visant à accroître la compétence et l'indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d'accorder certains avantages à des témoins collaborateurs
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le 8 juin 2016
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 25 octobre 2017
Reprise du débat ajourné au nom du député de Beauce-Nord le **26 octobre 2017**

10) Projet de loi n° 119
Loi visant à favoriser la résolution de différends en lien avec une entente intermunicipale relative à des services de police
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **1er novembre 2016**

11) Projet de loi n° 123
Loi modifiant diverses dispositions dans le domaine de la santé et des services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **9 décembre 2016**

12) Projet de loi n° 128
Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **13 avril 2017**

13) Projet de loi n° 141
Loi visant principalement à améliorer l'encadrement du secteur financier, la protection des dépôts d'argent et le régime de fonctionnement des institutions financières
Présenté par le ministre des Finances le **5 octobre 2017**

14) Projet de loi n° 143
Loi visant à améliorer la qualité éducative et à favoriser le développement harmonieux des services de garde éducatifs à l'enfance
Présenté par le ministre de la Famille le 16 juin 2017
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **31 octobre 2017**

15) Projet de loi n° 147
Loi concernant l'interdiction d'intenter certains recours liés à l'utilisation des véhicules hors route dans les sentiers faisant partie du réseau interrégional
Présenté par la ministre déléguée aux Transports le **31 octobre 2017**

16) Projet de loi n° 148
Loi encadrant l'approvisionnement en médicaments génériques par les pharmaciens propriétaires et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **5 octobre 2017**

17) Projet de loi n° 150
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions des discours sur le budget du 17 mars 2016 et du 28 mars 2017
Présenté par le ministre des Finances le **31 octobre 2017**

Étude détaillée en commission

18) Projet de loi n° 53
Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 26 mai 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 19 octobre 2016
Principe adopté le **30 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

19) Projet de loi n° 108
Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 8 juin 2016
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 4 octobre 2016
Principe adopté le **24 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

20) Projet de loi n° 118
Loi sur les laboratoires médicaux, les centres de services orthopédiques et les centres de physiologie respiratoire exploités par une entité autre qu'un établissement de santé et de services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 2 novembre 2016
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 7 février 2017
Principe adopté le **23 février 2017**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

21) Projet de loi n° 134
Loi visant principalement à moderniser des règles relatives au crédit à la consommation et à encadrer les contrats de service de règlement de dettes, les contrats de crédit à coût élevé et les programmes de fidélisation
Présenté par la ministre de la Justice le 2 mai 2017
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 25 octobre 2017
Principe adopté le **26 octobre 2017**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens

22) Projet de loi n° 135
Loi renforçant la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 25 avril 2017
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 4 octobre 2017
Principe adopté le **5 octobre 2017**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Prise en considération de rapports de commissions

23) Projet de loi n° 139
Loi regroupant l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse, l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse et l'Office Québec-Monde pour la jeunesse
Présenté par la ministre des Relations internationales et de la Francophonie le 18 mai 2017
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 5 octobre 2017
Principe adopté le 24 octobre 2017
Rapport de la Commission des institutions déposé le **26 octobre 2017** (Amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)

24) Projet de loi n° 144
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions législatives concernant principalement la gratuité des services éducatifs et l'obligation de fréquentation scolaire
Présenté par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le 9 juin 2017
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 19 septembre 2017
Principe adopté le 3 octobre 2017
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation déposé le **31 octobre 2017** (Amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

25) Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**

26) Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**

27) Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**

28) Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**

29) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**

30) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1er octobre 2014**

31) Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**

32) Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**

33) Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**

34) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**

35) Projet de loi n° 395
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**

36) Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**

37) Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**

38) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**

39) Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**

40) Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**

41) Projet de loi n° 491
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**

42) Projet de loi n° 494
Loi sur la protection des contribuables
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**

43) Projet de loi n° 495
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement
Présenté par le député de Granby le **3 décembre 2015**

44) Projet de loi n° 496
Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**

45) Projet de loi n° 497
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention
Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**

46) Projet de loi n° 498
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool afin de créer un permis d'agriculteur distillateur
Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**

47) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **9 mars 2016**

48) Projet de loi n° 591
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par le député de Borduas le **25 février 2016**

49) Projet de loi n° 592
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par le député de Borduas le **9 mars 2016**

50) Projet de loi n° 593
Loi visant à contrer le taxi illégal
Présenté par la députée de Vachon le **18 février 2016**

51) Projet de loi n° 594
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **25 février 2016**

52) Projet de loi n° 595
Loi visant à protéger l'accès aux établissements où se pratiquent des interruptions volontaires de grossesse
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **24 février 2016**

53) Projet de loi n° 596
Loi modifiant le Code civil afin de rendre imprescriptibles les recours judiciaires pour les victimes d'agression à caractère sexuel
Présenté par le député de Borduas le **16 mars 2016**

54) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption afin que le commissaire à la lutte contre la corruption soit une personne désignée par l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Borduas le **20 avril 2016**

55) Projet de loi n° 598
Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil pour permettre le changement de mention du sexe des enfants transgenres
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **12 mai 2016**

56) Projet de loi n° 599
Loi visant à contrer l'accaparement des terres agricoles
Présenté par le député de Berthier le **26 mai 2016**

57) Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Loi sur la police afin de minimiser les coûts des services de police sans compromettre la sécurité de la population et de faciliter le partage de ces services entre les corps de police
Présenté par le député de Blainville le **24 mai 2016**

58) Projet de loi n° 691
Loi visant à interdire la facturation de frais accessoires pour des services assurés
Présenté par la députée de Taillon le **25 mai 2016**

59) Projet de loi n° 696
Loi visant à inciter les municipalités à adopter une réglementation qui encadre le jeu libre dans les rues et les ruelles afin de favoriser les saines habitudes de vie chez les jeunes et d'améliorer le bien-être des familles
Présenté par le député de Borduas le **24 novembre 2016**

60) Projet de loi n° 697
Loi visant à permettre aux étudiants en droit de donner des consultations et des avis d'ordre juridique dans une clinique juridique universitaire afin d'améliorer l'accès à la justice
Présenté par le député de Borduas le **11 mai 2017**

61) Projet de loi n° 699
Loi modifiant la Loi sur l'administration fiscale dans le but d'augmenter certains seuils d'admissibilité pour interjeter un appel sommaire devant la division des petites créances de la Cour du Québec
Présenté par le député de Borduas le **23 mars 2017**

62) Projet de loi n° 790
Loi concernant la suspension du processus de délimitation des circonscriptions électorales
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **15 février 2017**

63) Projet de loi n° 791
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin d'encadrer les contrats de programme de récompenses
Présenté par le député de Borduas le **22 février 2017**

64) Projet de loi n° 792
Loi sur la procédure de sélection et de nomination des décideurs administratifs indépendants et de renouvellement de leur mandat
Présenté par le député de Borduas le **15 mars 2017**

65) Projet de loi n° 793
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin que tout élève de moins de 18 ans ait droit à la gratuité des services éducatifs prévus par cette loi sans qu'il soit nécessaire qu'il soit citoyen canadien ou résident permanent
Présenté par le député de Mercier le **23 mars 2017**

66) Projet de loi n° 794
Loi encadrant l'utilisation de l'état de santé comme facteur de détermination de risque dans les contrats d'assurance
Présenté par la députée de Taillon le **4 avril 2017**

67) Projet de loi n° 795
Loi proclamant le Mois de l'eau
Présenté par le député de Jonquière le **11 avril 2017**

68) Projet de loi n° 796
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin de faciliter le soutien aux proches
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **7 juin 2017**

69) Projet de loi n° 797
Loi modifiant le Code civil afin que le lien de filiation du conjoint de fait décédé avant la naissance de son enfant soit reconnu
Présenté par le député de Borduas le **30 mai 2017**

70) Projet de loi n° 798
Loi visant à encadrer l'exploitation des établissements d'hébergement touristique de catégorie « résidences de tourisme » et à définir le rôle et les responsabilités des intermédiaires de location en ligne
Présenté par le député de Mercier le **26 avril 2017**

71) Projet de loi n° 799
Loi modifiant la Loi sur les syndicats professionnels dans le but de supprimer l'obligation d'être citoyen canadien pour être membre du conseil d'administration d'un syndicat ou faire partie de son personnel
Présenté par le député de Mercier le **10 mai 2017**

72) Projet de loi n° 890
Loi visant à assurer la saine administration de la justice afin de préserver la confiance du public envers le système de justice
Présenté par le député de Borduas le **18 mai 2017**

73) Projet de loi n° 891
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin de modifier la procédure de fixation et de révision du salaire minimum
Présenté par le député de Gouin le **4 octobre 2017**

74) Projet de loi n° 892
Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels afin d'encadrer la diffusion des états financiers des organismes qui sont assujettis à cette loi
Présenté par le député de Granby le **14 juin 2017**

75) Projet de loi n° 894
Loi modifiant la Loi sur le drapeau et les emblèmes du Québec afin que le papillon amiral soit reconnu comme insecte emblématique du Québec
Présenté par le député de Saint-Jean le **15 juin 2017**

76) Projet de loi n° 895
Loi modifiant le Code civil dans le but de permettre à toute personne domiciliée au Québec d'obtenir une modification de la mention du sexe figurant sur son acte de naissance
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **17 mai 2017**

77) Projet de loi n° 896
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale d'Arthabaska par Arthabaska-L'Érable
Présenté par le député d'Arthabaska le **9 juin 2017**

78) Projet de loi n° 897
Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse afin de garantir le droit à l'éducation
Présenté par le député de Chambly le **1er juin 2017**

79) Projet de loi n° 898
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique pour permettre aux parents d'inscrire leur enfant dans l'école de leur choix
Présenté par le député de Chambly le **15 juin 2017**

80) Projet de loi n° 899
Loi visant à reconnaître l'autonomie des municipalités en matière d'aménagement du territoire et de protection des sources d'eau potable
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **7 juin 2017**

81) Projet de loi n° 990
Loi interdisant la fracturation hydraulique et la stimulation chimique des puits sur tout le territoire du Québec
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **13 juin 2017**

82) Projet de loi n° 991
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l'accès à un emploi ou à un poste la connaissance d'une langue autre que la langue officielle
Présenté par le député de Rosemont le **14 juin 2017**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

83) Projet de loi n° 204
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

84) Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Mascouche
Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

85) Projet de loi n° 211
Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins
Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

86) Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Drummondville
Présenté par le député de Drummond–Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

87) Projet de loi n° 221
Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield
Présenté par la députée de Vaudreuil le **16 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

88) Projet de loi n° 224
Loi concernant le morcellement d'un lot situé en partie dans l'aire de protection de la maison Louis-Degneau (anciennement maison Prévost) et dans l'aire de protection de la maison de Saint-Hubert (anciennement maison des Sœurs-du-Sacré-Cœur-de-Jésus)
Présenté par le député de Chambly le **2 décembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

89) Projet de loi n° 225
Loi concernant la Société du complexe portuaire de Sorel-Tracy
Présenté par le député de Richelieu le **11 mai 2017**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

90) 31 octobre 2017
Motion du leader de l'opposition officielle :

> QUE l'Assemblée nationale demande que le commissaire à la lutte contre la corruption soit dorénavant nommé par les deux tiers de ses membres.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition de l'Autorité des marchés financiers sur le chapitre 2 du rapport du printemps 2017 du Vérificateur général du Québec intitulé « Autorité des marchés financiers : activités de contrôle et Fonds d'indemnisation des services financiers ».
- Audition du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le chapitre 3 du rapport du printemps 2017 du Vérificateur général du Québec intitulé « Réhabilitation des terrains contaminés ».
- Audition d'Investissement Québec en suivi de la recommandation 1.4 du 35e rapport de la Commission de l'administration publique.
- Audition de la Commission de la fonction publique en suivi de la recommandation 7.1 du 33e rapport de la Commission de l'administration publique.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 221**, Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield (mandat confié le 16 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 225**, Loi concernant la Société du complexe portuaire de Sorel-Tracy (mandat confié le 11 mai 2017).

Mandat réglementaire

Interpellation :

- De la députée de Duplessis au ministre responsable de la région de la Côte-Nord sur le sujet suivant : *La Côte-Nord abandonnée par le gouvernement libéral* (avis donné le 26 octobre 2017).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 224**, Loi concernant le morcellement d'un lot situé en partie dans l'aire de protection de la maison Louis-Degneau (anciennement maison Prévost) et dans l'aire de protection de la maison de Saint-Hubert (anciennement maison des Sœurs-du-Sacré-Cœur-de-Jésus) (mandat confié le 2 décembre 2016).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 53**, Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires (mandat confié le 30 novembre 2016).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies.
- Fonds de recherche du Québec – Santé.
- Fonds de recherche du Québec – Société et culture.

Mandat d'initiative

- Dresser le bilan du Carnet de référence de la Commission de la construction du Québec et son impact sur les phénomènes d'intimidation et de discrimination syndicale sur les chantiers de construction du Québec.

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 108**, Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (mandat confié le 24 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 135**, Loi renforçant la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement (mandat confié le 5 octobre 2017).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat réglementaire

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 134**, Loi visant principalement à moderniser des règles relatives au crédit à la consommation et à encadrer les contrats de service de règlement de dettes, les contrats de crédit à coût élevé et les programmes de fidélisation (mandat confié le 26 octobre 2017).

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.
- La place des femmes en politique.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 118**, Loi sur les laboratoires médicaux, les centres de services orthopédiques et les centres de physiologie respiratoire exploités par une entité autre qu'un établissement de santé et de services sociaux (mandat confié le 23 février 2017).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 148**, Loi encadrant l'approvisionnement en médicaments génériques par les pharmaciens propriétaires et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 24 octobre 2017).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay–Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay–Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Mandat d'initiative

- L'utilisation des appareils de téléphonie mobiles au volant.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

Les questions déjà inscrites *paraissent au Feuilleton du mercredi*

253) Mme Léger (Pointe-aux-Trembles) – **19 septembre 2017**
Au président du Conseil du trésor

J'aimerais obtenir le détail complet de l'utilisation du fonds de suppléance 2016-2017 (tant pour les 654 822 900 $ en budget de dépenses que pour les 700 000 000 $ en budget d'investissements) en date du 31 mars 2017.

254) M. Turcotte (Saint-Jean) – **19 septembre 2017**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

- Pourquoi le ministre n'a-t-il toujours pas autorisé la construction des nouveaux laboratoires à l'Hôpital du Haut-Richelieu?
- À combien estime-t-il les pertes financières de sa décision de reporter la construction de nouveaux laboratoires à l'Hôpital du Haut-Richelieu?

256) M. Lemay (Masson) – **28 septembre 2017**
Au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

L'intérêt pour les projets de compensation du carbone n'est que grandissant depuis les dernières années, et ce, pour divers secteurs d'activités. À ce propos, la gestion des forêts québécoises, d'une perspective de développement durable, englobe la réflexion sur une gestion durable du carbone forestier.

Or, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques devait soumettre pour consultation publique, en 2015, un protocole portant sur le boisement et sur le reboisement, qui serait applicable sur le territoire forestier privé du Québec. Un tel protocole s'inscrivant au système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre du Québec n'a pourtant pas été publié depuis. À cet égard, le ministre peut-il nous informer de l'avancement des travaux portant sur le protocole de boisement et de reboisement? Peut-il nous indiquer l'échéancier pour la livraison de ce protocole?

257) M. LeBel (Rimouski) – **28 septembre 2017**
Au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Le gouvernement a mis en place un comité interministériel, présidé par la Société d'habitation du Québec afin de documenter les problématiques générées par la mérule pleureuse, un champignon dont les spores sont volatiles et toxiques pour l'humain, communément appelé le cancer des maisons. Le 30 juin dernier, ce comité a déposé des recommandations au ministre afin qu'il puisse en prendre connaissance.

Ma question est la suivante :

- Considérant l'augmentation du nombre de cas déclarés dans plusieurs régions du Québec, et de l'urgence d'agir, est-ce que le ministre rendra publiques les recommandations du comité dans un délai respectable?

259) M. Leclair (Beauharnois) – **5 octobre 2017**
À la ministre responsable du Travail

Adoptée en 1979, cela fait 35 ans que la loi sur la santé et la sécurité au travail n'a pas été modifiée. Malgré les nombreuses mesures de prévention mises en place par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), on comptait en 2015 encore 82 000 accidents au travail par année.

Le 21 juin dernier, au terme d'un long travail de consultation, le Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) a remis à la ministre responsable du Travail, un avis portant sur la modernisation du régime de santé et de sécurité du travail. Plusieurs éléments dans cet avis semblent faire consensus autant du côté patronal que syndical.

- À cet égard, la ministre peut-elle nous rendre public cet avis portant sur le régime de santé et de sécurité du travail?
- Peut-elle nous informer de l'avancement des travaux suite à la réception de cet avis?

261) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **5 octobre 2017**
Au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

En avril dernier, j'ai demandé d'obtenir des données concernant l'achalandage des passagers et des véhicules concernant les traverses Québec–Lévis, Sorel-Tracy–Saint-Ignace-de-Loyola, Matane–Baie-Comeau–Godbout et Tadoussac–Baie-Sainte-Catherine pour la période du 1er septembre 2016 au 1er avril 2017. Le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des Transports avait alors fait preuve de transparence en me fournissant l'information demandée peu de temps après.

Dans un souci de suivi à cette demande, le ministre peut-il faire preuve de la même transparence et me fournir un portrait de l'achalandage de ces traverses pour chacun des mois d'avril à septembre 2017?

Le ministre peut-il m'indiquer clairement, pour chacune de ces traverses :

- Combien de voitures ont été transportées entre le 1er avril et le 1er mai 2017, entre le 1er mai et le 1er juin 2017, entre le 1er juin et le 1er juillet 2017, entre le 1er juillet et le 1er août 2017, entre le 1er août et le 1er septembre 2017 et entre le 1er septembre et le 1er octobre 2017 en comparaison avec chacune des mêmes périodes de l'année précédente (2016)?

- Combien de passagers ont été transportés entre le 1er avril et le 1er mai 2017, entre le 1er mai et le 1er juin 2017, entre le 1er juin et le 1er juillet 2017, entre le 1er juillet et le 1er août 2017, entre le 1er août et le 1er septembre 2017 et entre le 1er septembre et le 1er octobre 2017 en comparaison avec chacune des mêmes périodes de l'année précédente (2016)?

262) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **5 octobre 2017**
Au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

Le deuxième groupe d'opposition a récemment fait une demande d'accès à l'information auprès de la Société des traversiers du Québec (STQ) afin d'obtenir les dépenses annuelles d'énergie pour chacun des navires de la flotte de la STQ, par type de carburant.

La STQ a refusé de fournir cette information, prétextant que celle-ci pourrait être préjudiciable pour un tiers. Or, l'information demandée concerne les traverses opérées par la STQ et les navires dont elle est propriétaire.

Il est donc très étonnant que la STQ refuse de fournir les détails de sa consommation d'énergie pour ses navires par type de carburant. La seule information disponible dans le rapport annuel concerne les coûts totaux en carburant, sans davantage de détails.

Est-ce que le ministre peut faire preuve de transparence et nous fournir l'information demandée? Peut-il nous indiquer, pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, les coûts ventilés par type de carburant (essence, diesel, gaz naturel liquéfié, électricité, autre)? Peut-il également nous en fournir la ventilation pour chacune des traverses et des navires en opération?

264) M. Traversy (Terrebonne) – **17 octobre 2017**
À la ministre du Tourisme

Une compagnie de Saint-Jean-sur-Richelieu, Intello Technologies, nous a contactés pour nous informer de la décision de la Société du Centre des congrès de Québec de ne pas renouveler leur contrat, et ce, après 12 ans de services. La perte de ce contrat a de quoi surprendre, puisqu'en 12 ans de services la compagnie n'avait pas reçu de commentaires négatifs susceptibles de justifier la résiliation du contrat. Le président d'Intello Technologies a d'ailleurs été stupéfait d'apprendre que c'est une entreprise étrangère, Freeman Audio, qui avait hérité de ce contrat, sans avoir à passer par un appel d'offres, contrairement à Intello Technologies qui, il y a 12 ans, avait dû remporter un appel d'offres afin d'obtenir le contrat. Finalement, Intello Technologies n'a pas eu la chance de modifier leur offre afin de conserver le contrat puisqu'ils ont été contactés qu'au moment de l'annonce du non-renouvellement de leur contrat au profit de Freeman Audio.

Notre question :

Qu'envisage de faire la ministre pour empêcher que des compagnies québécoises soient tassées, sans aucun avertissement et sans aucune chance de modifier leur offre, au profit de compagnies étrangères?

265) M. Traversy (Terrebonne) – **17 octobre 2017**
À la ministre du Tourisme

Plusieurs acteurs, notamment le maire de Québec et les associations d'hôtellerie, sont inquiets face au manque de ressources pour encadrer l'hébergement touristique ainsi que punir les hôtes illégaux. En effet, il y a moins de 30 inspecteurs du ministère du Tourisme qui doivent contrôler les milliers d'annonces affichées en ligne à travers la province. Le nombre d'inspecteurs est insuffisant et ils n'arrivent pas à faire respecter la réglementation en vigueur. À Québec, par exemple, on note plus de 2000 annonces Airbnb, alors qu'il n'y a pas 600 attestations valides pour résidence de tourisme. Ces plateformes permettent à ces hôtes illégaux d'agir en toute impunité puisque la plateforme de la compagnie ne rend pas accessibles les données des hôtes inscrits. De plus, une certaine imprécision dans la loi permet facilement de contourner les règlements en vigueur et ainsi agir contre l'esprit de la loi.

Notre question :

Que prévoit faire la ministre du Tourisme afin d'encadrer les plateformes en ligne d'hébergement touristique, de limiter l'hébergement illégal, d'éviter la dévitalisation des quartiers centraux de nos villes et incidemment, d'éviter qu'une pression soit toujours plus forte sur le prix des loyers?

266) M. Schneeberger (Drummond–Bois-Francs) – **17 octobre 2017**
Au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

En 2013, le gouvernement fédéral a modifié l'article 83 du Code criminel L.R.C. (1985), ch. C-46 afin d'interdire les « combats concertés », sauf si le sport est reconnu par le Comité international olympique ou tenu avec la permission ou sous l'autorité d'une commission athlétique ou d'un organisme semblable établi par la législation provinciale. Cependant, le gouvernement du Québec n'a toujours pas statué sur la légalité des combats concertés ou désignés officiellement par les organismes.

Au printemps dernier, plusieurs compétitions amateurs de sports de combat ont dû être annulées, en raison de plaintes reçues par les services policiers.

Or, lors de l'étude des crédits du Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur – volet loisir et sport – du 3 mai 2017, vous avez mentionné avoir « très bientôt le scénario pour être capable de prendre un décret à l'égard de certains sports et de réfléchir à la possibilité d'étendre ou non à d'autres ». Comme aucune annonce en ce sens n'a été faite depuis, quand pourrons-nous adopter un décret sur les sports concertés ou désignés officiellement?

267) M. Spénard (Beauce-Nord) – **18 octobre 2017**
Au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Je veux faire part au ministre de l'Agriculture de mon inquiétude vis-à-vis la problématique vécue par un de mes commettants, propriétaire d'une érablière et en attente depuis trop longtemps d'un nouveau contingent de production.

J'ai déjà interpellé le ministre à plusieurs reprises sur ce cas particulier, mais depuis rien ne semble avoir été fait pour répondre concrètement à ces inquiétudes.

L'enjeu concerné est celui de l'attribution des quotas de production dans l'industrie du sirop d'érable.

Le ministre n'ignore probablement pas le mode d'attribution des quotas de production de sirop d'érable, ainsi que les rôles joués par la Régie des marchés agricoles et la Fédération des producteurs acéricoles du Québec.

Les quotas sont attribués par la Fédération, et sur le principe d'attribution de quotas par tirage au sort pour de nombreux acériculteurs.

Cette politique d'attribution nuit présentement à de nombreux acériculteurs, qui se voient forcés d'attendre pendant des années pour obtenir de nouveaux quotas, alors qu'ils ont dû investir d'importantes sommes pour faire une demande.

Cela crée bien souvent une situation d'iniquité entre les producteurs, dont le destin est remis entre les mains du hasard.

Le ministre peut-il nous dire si oui ou non, il a l'intention de mettre à jour la politique d'attribution des quotas de production acéricole, de quelle façon et selon quel échéancier compte-t-il s'y prendre?

268) Mme Roy (Montarville) – **19 octobre 2017**
Au ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion

Le 21 août dernier, notre équipe parlementaire a fait parvenir au Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion une demande d'accès à l'information concernant :

1. Le Budget de l'opération d'accueil des demandeurs d'asile passés à la frontière canado-américaine, au poste frontalier Saint-Bernard-de-Lacolle, au chemin Roxham ou à tout autre passage, ventilé par poste de dépenses, de 2013 à 2016, ainsi que du 1er janvier au 21 août 2017 ;

2. Dépenses réalisées pour l'accueil des demandeurs d'asile passés à la frontière canado-américaine, au poste frontalier Saint-Bernard-de-Lacolle, au chemin Roxham ou à tout autre passage, de 2013 à 2016, ainsi que du 1er janvier au 21 août 2017, ventilées selon les types de dépenses suivants : francisation, cours aux adultes, fréquentation solaire, réseau de la santé, services de garde, aide financière de dernier recours, hébergement temporaire, logements permanents, autres types de dépenses.

Le 15 septembre dernier, le MIDI n'a fourni aucun élément de réponse spécifique à ce qui avait été demandé. Dans sa réponse, le MIDI évoque des chiffres généraux, tirés des études des crédits de l'année 2016-2017, alors que le sujet de la demande d'accès était bien spécifique à la crise des migrants survenue cet été à la frontière canado-américaine.

Le 21 septembre dernier, nous avons discuté au téléphone avec une responsable à l'accès aux documents et à la protection des renseignements personnels du Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, qui nous a déclaré que les chiffres concernant l'opération d'accueil des demandeurs d'asile arrivés cet été ne seront disponibles que lors de la prochaine étude des crédits, soit au mois d'avril 2018. Cette réponse me paraît inconcevable et totalement inacceptable.

Le premier ministre du Québec a affirmé lors de son discours inaugural, le 21 mai 2014, qu'il souhaite que son « gouvernement soit le premier gouvernement véritablement ouvert de l'histoire du Québec ».

J'appelle donc le ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion à faire preuve de réelle transparence en me fournissant les informations suivantes :

1. Le Budget de l'opération d'accueil des demandeurs d'asile passés à la frontière canado-américaine, au poste frontalier Saint-Bernard-de-Lacolle, au chemin Roxham ou à tout autre passage, ventilé par poste de dépenses :
    a. De 2013 à 2016
    b. Du 1er janvier au 30 septembre 2017

2. Dépenses réalisées pour l'accueil des demandeurs d'asile passés à la frontière canado-américaine, au poste frontalier Saint-Bernard-de-Lacolle, au chemin Roxham ou à tout autre passage :
    a. De 2013 à 2016
    b. Du 1er janvier au 30 septembre 2017

    ventilées selon les types de dépenses suivants : francisation, cours aux adultes, fréquentation solaire, réseau de la santé, services de garde, aide financière de dernier recours, hébergement temporaire, logements permanents, autres types de dépenses.

3. Veuillez également fournir le nombre total de demandes d'asile qui ont été présentées au Québec pour les mois d'août et de septembre.

269) M. Caire (La Peltrie) – **25 octobre 2017**
Au président du Conseil du trésor

En février 2011, le gouvernement du Québec a lancé les travaux de construction du nouveau Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) en réalisation public-privé (PPP). C'est Construction Santé Montréal (CSM) qui a eu le contrat. CSM regroupe deux entreprises européennes, Laing O'Rourke et Obrascon Huarte Lain (OHL) qui agissent comme maîtres d'œuvre. Le consortium a fait appel à de nombreux sous-traitants pour les travaux.

Le gouvernement a pris possession du bâtiment avec un an de retard le 31 mars 2017. En juin dernier, le gouvernement a commencé à lui payer un loyer, qui s'élevait ce mois-là à plus de 13 millions de dollars. En date du 1er septembre 2017, on compte entre 90 et 250 millions de dollars en hypothèques légales inscrites par les sous-traitants qui n'ont pas encore été payés.

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas exigé les quittances des sous-traitants québécois avant de faire des paiements au CSM?

270) M. Rochon (Richelieu) – **25 octobre 2017**
Au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

Axe routier d'une importance majeure, tant pour les déplacements privés que pour le transport intrinsèquement lié à l'activité économique, l'autoroute 30 souffre, depuis de trop nombreuses années, particulièrement du boulevard Gagné à Sorel-Tracy jusqu'aux limites de Saint-Roch-de-Richelieu vers l'ouest, d'un état de dégradation avancé de la chaussée qui la rend presque impraticable à une vitesse normale, notamment pour les autobus scolaires, les ambulances, les motocyclettes et certaines automobiles. En présence de mauvaises conditions météorologiques, la route est à ce point cahoteuse qu'y circuler n'est pas exempt de risques. Il faut savoir que les principales structures de l'autoroute 30 dans la ville de Sorel-Tracy ont été construites il y a 50 ans.

Alors que le 12 juillet 2015, le ministère des Transports avait dû fermer l'autoroute, près de la montée Saint-Roch, à cause du déplacement de dalles de béton causant une bosse importante dans la chaussée, il a été forcé de récidiver, le 11 janvier 2017, parce qu'une série de nids-de-poule avalait des pneus à la sortie est du pont Maurice-Martel.

La patience des usagers de l'autoroute 30 ayant été suffisamment mise à l'épreuve devant les multiples reports inacceptables des calendriers de réalisation des travaux visant cette autoroute, quand le ministre des Transports va-t-il annoncer le parachèvement complet des travaux qui s'y imposent tel que je le demandais, il y a deux ans, au prédécesseur de son prédécesseur?

271) M. Lefebvre (Arthabaska) – **25 octobre 2017**
Au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Le 28 avril dernier, lors de l'étude des crédits budgétaires de Ministère des affaires municipales et de l'Occupation du territoire, volet développement des régions, j'ai questionné le ministre à propos du Fonds d'appui au rayonnement des régions (FARR).

Je l'ai principalement interpellé sur les délais imposés aux différentes régions pour déposer les projets qu'elles désirent soutenir. Le ministre a répété à plusieurs reprises que les maires et préfets des différentes régions auront jusqu'au 31 mars de chaque année pour déposer leurs projets et utiliser toutes les sommes mises à leur disposition.

Les citoyens du Québec iront bientôt voter afin de choisir leurs élus municipaux. Chacun des candidats présente une vision différente du développement de leur municipalité et de leur environnement. Ce sont ces élus qui auront le mandat de déterminer quels projets devront être proposés au gouvernement afin de recevoir du financement.

Malheureusement, pour plusieurs d'entre eux, cela ne leur laissera que trop peu de temps pour bien étudier les dossiers et fournir des recommandations au gouvernement. C'est d'autant plus vrai que certaines régions n'ont pas encore, entre autres, identifié la composition de leur comité régional de sélection des projets.

Les délais vont aussi conduire certaines régions à prendre des décisions précipitées. Par exemple, la région des Laurentides mentionne, sur le site du ministère des affaires municipales et de l'occupation du territoire, que « Pour l'année financière 2017-2018, étant donné le temps restreint pour réaliser les projets et afin d'éviter la péremption des sommes, le comité de sélection ne procèdera à aucun appel de projets. »

Est-ce que le ministre entend prolonger le délai de dépôt des projets au–delà du 31 mars 2017? De plus, est-ce que le ministre entend reconduire à l'année suivante les sommes non utilisées l'année précédente?

272) Mme D'Amours (Mirabel) – **26 octobre 2017**
Au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Le mois prochain, la cinquième ronde de négociations autour du renouvellement de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) aura lieu à Mexico.

Cette nouvelle ronde de négociations annonce des défis ardus pour le Québec et le Canada, au vu des dernières exigences des États-Unis en matière d'agriculture.

Rappelons que les États-Unis ont officiellement demandé la fin du système de gestion de l'offre sur le lait, les œufs et la volaille.

La production laitière étant un secteur clé de notre agriculture, ainsi que de notre industrie agroalimentaire, la gestion de l'offre ne doit en aucun cas être sacrifiée.

Par ailleurs, rappelons que l'industrie laitière devra déjà essuyer les effets de l'Accord économique et commercial global (AECG), notamment au regard des politiques de soutien adoptées par le gouvernement fédéral, tant pour la production que pour la transformation.

De fait, nous demandons au gouvernement de mobiliser toutes ses énergies pour promouvoir et défendre le système de gestion de l'offre.

Cependant, j'aimerais que le ministre de l'Agriculture dévoile ses objectifs en vue de la cinquième ronde de négociations de l'ALENA à Mexico.

Je lui demande également de quelles façons compte-t-il réaliser ses objectifs, et comment compte-t-il influencer les demandes du Canada à Mexico.

Enfin, je lui demande de nous dire s'il se rendra en personne à Mexico pour participer aux activités de la délégation canadienne.

273) Mme D'Amours (Mirabel) – **1er novembre 2017**
Au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

La question de la conciliation travail-famille est capitale pour encourager la relève agricole.

Il est difficile pour de nombreuses familles dont l'activité professionnelle est partagée entre l'agriculture et un tiers secteur de garder leurs enfants à la maison.

Il arrive également que des garderies soient souvent éloignées des installations agricoles et de la maison.

Dernièrement, j'ai tenté de savoir auprès de la CPTAQ si une garderie en milieu familial pouvait être installée sur une terre agricole.

Malheureusement, la Commission a répondu qu'il s'agissait d'une question s'apparentant à une requête juridique formelle devant lui être adressée.

J'en conclus donc que cela dépend des zones pour lesquelles un PDZA est en vigueur, et qu'il en résulte des décisions pouvant être très aléatoires.

De ce fait, les règles disparates de zonage concernant certains services peuvent empêcher l'installation de garderies en milieu familial sur un terrain agricole.

Nous pouvons toutefois convenir qu'un service de garderie n'équivaut pas un service de commerce de proximité.

C'est pourquoi je considère que certaines règles de zonage empêchant l'installation de garderies en milieu familial sur des terres agricoles mériteraient d'être revues.

Tout en considérant l'indépendance de la CPTAQ, il me semble que la nature particulière d'un service de garde devrait être prise en compte dans les règlements de zonage.

À cet effet, j'aimerais demander au ministre s'il a l'intention de se pencher sur cette question, dans le but de faciliter l'installation de garderies en milieu familial sur des terres agricoles, et comment compte-t-il s'y prendre?

274) Mme D'Amours (Mirabel) – **1er novembre 2017**
Au premier ministre

D'année en année, l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) confirme que la région des Laurentides voit sa démographie croître de façon effrénée.

Dans ma circonscription, la ville de Mirabel a connu entre 2006 et 2016 une augmentation de 45,5 % de sa population.

De plus, les plus récentes prévisions réalisées par les institutions gouvernementales et municipales font valoir que cette tendance continuera dans les prochaines années.

À la lumière des discussions avec les différents acteurs locaux, après consultation du Plan québécois des infrastructures 2016-2026 et des récents chiffres de l'ISQ, je dois malheureusement conclure que les investissements publics ne suivent pas la même tendance.

Cela constitue aujourd'hui une grave iniquité pour les citoyens de ma circonscription.

En effet, alors que la région des Laurentides représente 7,2 % de la population du Québec, elle n'accapare que 4,4 % des investissements publics en immobilisation, écart qui persiste d'année en année.

Pendant ce temps, la congestion routière s'aggrave partout dans la région, le nombre de médecins et d'infirmiers par habitant est sous la moyenne québécoise, et la ville de Mirabel ne détient toujours pas d'école secondaire.

Nous n'arrivons même pas à faire synchroniser une lumière de circulation sur une route provinciale malgré des appels et courriels répétés des municipalités.

Depuis le début de la législature, à maintes reprises, j'ai communiqué avec les ministres du gouvernement pour faire avancer les dossiers de la circonscription et soulever la problématique du sous-financement.

À ce jour, aucun projet d'envergure n'a été annoncé ou ne semble avoir avancé.

Quels engagements le premier ministre va-t-il prendre pour assurer que les besoins de ma circonscription soient pris en compte par les membres de son gouvernement et que des solutions durables soient apportées?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

a) 31 octobre 2017
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur – *ministre responsable de l'Enseignement supérieur.*

Projets de loi publics au nom des députés

b) 24 octobre 2017
Loi encadrant le commerce en ligne et visant à assurer l'équité fiscale envers le commerce traditionnel et local – *député de Mercier*.

c) 25 octobre 2017
Loi visant principalement à faciliter l'accès au marché du travail aux personnes qui font partie d'une minorité visible en raison de leur origine ethnique ou de la couleur de leur peau et à lutter contre la discrimination et le racisme – *députée d'Hochelaga-Maisonneuve.*

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

aa) Loi bonifiant le régime de rentes du Québec et modifiant diverses dispositions législatives en matière de retraite – *ministre des Finances.*